

Un tournant dans les échanges France-Japon ?

Evelyne Dourille*

En 1983, le Japon ne représente que 2,6 % des importations françaises et 1,2 % des exportations de la France. Compte tenu de la faiblesse de ce volume d'échanges, comment expliquer que les relations commerciales entre les deux pays soient toujours l'objet de polémiques assez vives ? Cet article cherche les causes de ce paradoxe, analyse les positions respectives des deux partenaires et les possibilités de collaborations futures.

Grâce à des concessions en matière d'auto-limitation et des augmentations de quotas d'importation sur les produits alimentaires, le Japon avait mis en sommeil les conflits commerciaux avec ses partenaires européens et américains en 1984. Cette année toutefois, les tensions s'intensifient à nouveau soit directement avec les Américains¹, soit par contre-coup avec les Européens qui n'admettent pas la priorité donnée (pour raisons politiques) aux produits américains. En effet, les Européens ne sont pas en position de force pour exercer des pressions pour l'ouverture du marché japonais car, si le déficit commercial des Etats-Unis (vis-à-vis du Japon) continue d'augmenter, 4,03 milliards de dollars en mars, celui des Européens est actuellement stabilisé depuis 1983 à environ 10 milliards de dollars (donnée annuelle).

Parmi les pays européens, la France a toujours exprimé les vues les plus critiques vis-à-vis du déséquilibre des échanges avec le Japon et l'incident des magnétoscopes de Poitiers

*Evelyne Dourille est chargée de mission au département « Prospective industrielle mondiale » du CEPPII.

1. On peut s'étonner du décalage permanent entre les discours japonais qui ne cessent d'annoncer des mesures d'ouverture et la réalité où certains marchés – les télécommunications, le secteur pharmaceutique, l'agro-alimentaire – restent verrouillés. Ceci est en partie dû au fait que l'administration propose et les grands groupes industriels disposent.

en 1982 a marqué un point culminant des tensions bilatérales. Cette action visait aussi à sensibiliser les autres pays européens aux problèmes posés par ces échanges. Récemment d'ailleurs, la Grande-Bretagne et la RFA, traditionnellement très ouvertes aux produits et investissements en provenance du Japon, ont vivement critiqué ce partenaire trop dynamique.

Dans ce contexte, il semble particulièrement intéressant de comprendre les raisons des conflits commerciaux entre la France et le Japon, d'observer l'évolution des relations bilatérales et en particulier de la coopération industrielle.

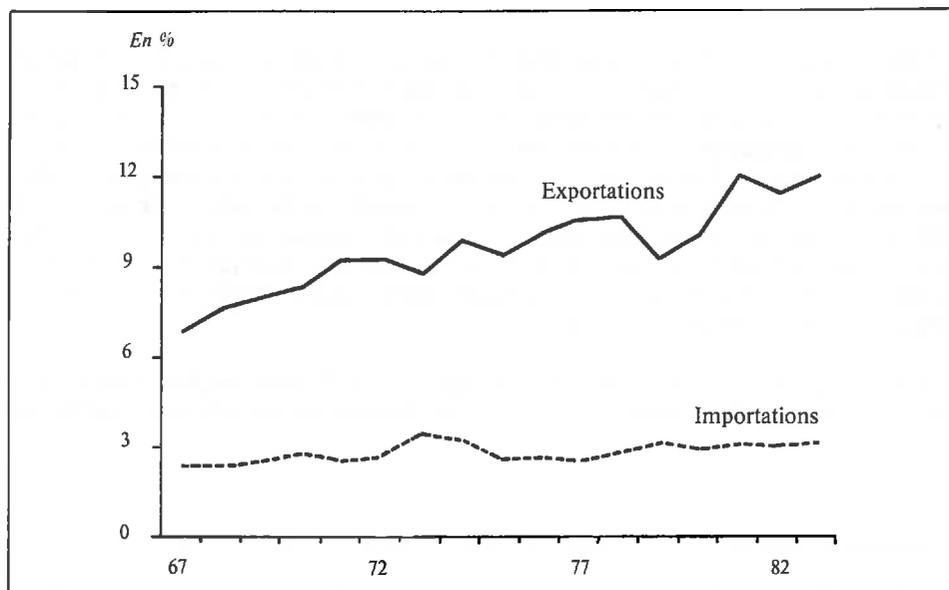
Une spécialisation industrielle conflictuelle

Attribuer au poids du Japon dans les exportations mondiales, la responsabilité des conflits commerciaux est une erreur communément répandue. En effet, le Japon ne réalisait que 8,1 % des exportations mondiales, contre 10,8 % pour les États-Unis, 9,3 % pour la RFA, et 5 % pour la France.

Deux causes majeures peuvent expliquer le vif mécontentement de ses partenaires : d'une part, le fort décalage entre les exportations et les importations de produits manufacturés au Japon persiste (graphique 1), à titre indicatif, la CEE en importait 67,4 % en 1983, le Japon 32,8 %.

GRAPHIQUE 1

Part du Japon dans le commerce mondial de produits manufacturés



Source : CEPII, Banque de données CHELEM

D'autre part, le Japon concentre ses exportations sur un faible nombre de produits, la France présentant exactement la stratégie inverse (tableau 1).

TABLEAU 1

Les cinq produits les plus excédentaires en 1983

Soldes exprimés en pourcentage du commerce extérieur du pays*		France			
			Céréales	3,9	
			Aéronautique	2,5	
			Boissons	2,4	
			Éléments de véhicules	1,4	
			Corps gras	1,2	
			TOTAL	11,4	
Etats-Unis	Céréales	7,7	Allemagne fédérale	Voitures particulières	7,7
	Aéronautique	5,1		Machines spécialisées	4,7
	Matériel informatique	2,4		Éléments de véhicules	3,6
	Moteurs	2,3		Moteurs	3,3
	Instruments de mesure	2,2		Véhicules utilitaires	3,0
	TOTAL	19,7		TOTAL	22,3
Japon	Voitures particulières	22,3	Royaume-Uni	Pétrole brut	11,5
	Electronique Gd Public	10,4		Aéronautique	2,2
	Produits sidérurgiques	7,8		Chimie organique	1,8
	Véhicules utilitaires	6,4		Moteurs	1,5
	Moteurs	5,9		Pharmacie	1,1
	TOTAL	19,7		TOTAL	18,1

*Le commerce extérieur, pris comme base de référence, est défini comme la demi-somme des exportations-importations totales. L'énergie est prise en compte dans les soldes, mais elle est exclue de la base de référence afin de neutraliser à ce niveau l'influence directe des chocs pétroliers.

Source : CEPII, Banque de données CHELEM.

Le choix de la spécialisation industrielle du Japon est très net, ainsi que l'importance du pôle agro-alimentaire français². Les risques de déstabilisation des secteurs industriels apparaissent dès lors que les Japonais dominent le marché mondial d'un groupe de produits. Les percées fulgurantes du Japon à l'exportation dans certains domaines laissent peu de chances de survie aux concurrents. L'exemple de l'industrie du magnétoscope totalement monopolisée par le Japon est un des plus significatifs.

Deux marchés mutuellement peu ouverts

Situés respectivement au 5^e et 3^e rang mondial des grandes nations exportatrices, la France et le Japon n'ont un volume d'échanges bilatéraux qu'extrêmement limité : en 1983, le Japon représentait 2,6 % du montant d'importations françaises et 1,2 % de ses

² La Lettre du CEPII : « Spécialisation industrielle : une illustration de la fracture », n° 46, mars 1985, La Documentation française.

exportations. Si les exportateurs français peuvent accuser les Japonais de protectionnisme, la réciproque est également vraie. Aussi la fermeté des positions françaises en matière d'ouverture du marché japonais n'a d'égale que la vanité des promesses japonaises d'ouverture.

Onzième fournisseur et 13^e client de la France, le Japon arrivait néanmoins en 1983 en 4^e position derrière la RFA, la Hollande, les Etats-Unis et avant l'Arabie Saoudite, dans le déficit commercial français (tableau 2).

TABLEAU 2

Echanges commerciaux de la France avec la RFA, les Etats-Unis, les Pays-Bas et le Japon en 1983

En millions de dollars

	Exportations	Importations	Solde	Taux de couverture (en %)
RFA	16 323	19 601	- 3 278	83,3
Pays-Bas	3 788	6 234	- 2 446	60,8
Etats-Unis	5 261	5 860	- 599	89,8
Japon	1 172	2 402	- 1 231	48,8

Source : CEPPI, Banque de données CHELEM.

Ainsi, l'acuité des conflits commerciaux France/Japon ne provient pas tant du montant du déficit que de la nature structurelle de celui-ci, de son ampleur comparée au volume d'échanges et des taux très élevés de pénétration des produits japonais sur certains segments du marché.

Alors que le déficit commercial des grands pays exportateurs de la CEE vis-à-vis du Japon s'est aggravé en 1983 (tableau 3), la France a réussi à stabiliser celui-ci sous l'action conjuguée du freinage du rythme de l'augmentation de ses importations, lié au ralentissement de la demande intérieure, et d'un accroissement de ses exportations. Cette stabilisation est toutefois précaire.

TABLEAU 3

Les échanges du Japon avec la RFA, le Royaume-Uni, la France et l'Italie en 1983

En millions de dollars

	Exportations	Importations	Solde
RFA	5 996 (18,4%) 1	2 542 (7,0%)	3 454 (28,4%)
Royaume-Uni	5 449 (14,8%)	1 676 (15,9%)	3 773 (14,4%)
France	2 402 (- 4,5%)	1 172 (5,6%)	1 230 (- 12,6%)
Italie	1 032 (6,9%)	890 (3,8%)	142 (31,5%)

1 Les % indiquent le taux de croissance des exportations, importations et soldes par rapport à 1982.

Source : CEPPI, Banque de données CHELEM.

Dans ses secteurs les plus dynamiques à l'exportation, la France se trouve vis-à-vis de son partenaire japonais, soit en situation de concurrence (secteur automobile, sidérurgie, télécommunication), soit exclue de fait de certains créneaux pour des raisons stratégiques (secteur de l'armement, aéronautique) ou sociale (secteurs protégés du cuir et de l'agro-alimentaire). Dans ce dernier cas, d'autres causes peuvent expliquer le faible niveau des exportations agro-alimentaires françaises au Japon : l'insuffisance de la production de poissons et de crustacés, l'éloignement géographique, les différences de goûts alimentaires (fromages...). De plus, le Japon privilégie les importations agro-alimentaires en provenance des zones ou pays gros importateurs de ses produits industriels tels l'Asie du Sud-Est, l'Australie, l'Afrique du Sud. Cependant, cela ne suffit pas à expliquer la faiblesse des exportations de fruits et légumes ou laitages. Mieux promouvoir un certain nombre de produits en profitant de la vogue actuelle du label « France » devrait permettre d'améliorer le solde français, car la Hollande exporte plus de fromage et la RFA plus de vins que la France.

C'est toutefois l'examen plus approfondi des stratégies bilatérales d'exportations manufacturières qui permet de mieux déceler les points de blocage des échanges France-Japon, les problèmes agricoles étant tout à fait spécifiques.

Des spécialisations d'échanges bilatéraux divergentes

Pendant la période 1967-1983, la spécialisation des exportations de la France vers le Monde est restée stable, exception faite des produits du secteur « textile-habillement » en recul brutal. Néanmoins, la part des exportations de machines mécaniques et électriques et de produits chimiques s'est accrue.

Vis-à-vis du Japon, la France a gardé sensiblement la même structure d'exportation par groupe de produits. Cependant, trois éléments caractérisent les exportations françaises vers le Japon :

- l'importance du secteur « chimie » ;
- la remarquable stabilité du secteur « textile-habillement » ;
- l'émiettement progressif de la spécialisation française (tableau 4).

TABLEAU 4

Structure comparée des exportations françaises vers le monde et vers le Japon*En % du total manufacturier*

	1967		1970		1979		1981		1983	
	Monde	Japon								
Sidérurgie métallurgie	12,0	1,3	10,9	0,8	8,5	3,3	8,4	4,9	8,3	4,5
Textile	11,4	12,5	8,9	14,0	6,3	19,6	5,7	15,0	6,4	12,0
Bois, papier, divers	6,3	11,4	5,2	12,5	5,3	12,8	5,7	11,7	6,2	11,4
Machines, mécanique	37,8	31,5	37,5	36,9	41,0	25,0	38,6	28,1	44,0	29,3
Chimie	16,3	33,4	12,8	26,9	15,4	26,3	15,4	27,7	18,3	32,1
Agro-alimentaire	11	8,2	9,5	7,5	9,3	10,8	10,6	11,3	11,1	9,5

*100 = total manufacturier, produits dérivés du pétrole inclus.**Source : CEPPII, Banque de données CHELEM.*

La structure des exportations japonaises vers le monde reflète de 1967 à 1983 une forte intensification de la spécialisation du secteur « machines mécaniques et électriques ». Ce phénomène est encore plus marqué vis-à-vis de la France (tableau 5).

TABLEAU 5

Structure comparée des exportations japonaises vers le monde et vers la France*En % du total manufacturier*

	1967		1970		1979		1981		1983	
	Monde	France								
Sidérurgie métallurgie	13,4	4,3	16,4	6,5	15,1	2,1	12,1	2,5	10,0	1,6
Textile	15,8	8,8	11,6	6,0	4,2	2,0	4,1	3,0	4,0	2,6
Bois, papier, divers	7,4	19,3	5,8	12,6	3,9	9,6	4,1	9,4	4,6	11,1
Machines, mécanique	46,8	44,0	51,3	54,8	65,6	71,7	70,0	76,6	70,7	76,8
Chimie	10,6	17,9	10,5	15,2	8,5	7,1	7,2	7,3	7,3	6,4
Agro-alimentaire	3,5	4,2	2,5	3,4	1,1	0,6	0,9	0,6	0,9	0,9

*100 = total manufacturier, produits dérivés du pétrole inclus.**Source : CEPPII, Banque de données CHELEM.*

Spécialisation accentuée des exportations japonaises en France et morcellement sectoriel des exportations françaises vers le Japon sont donc les deux traits marquants.

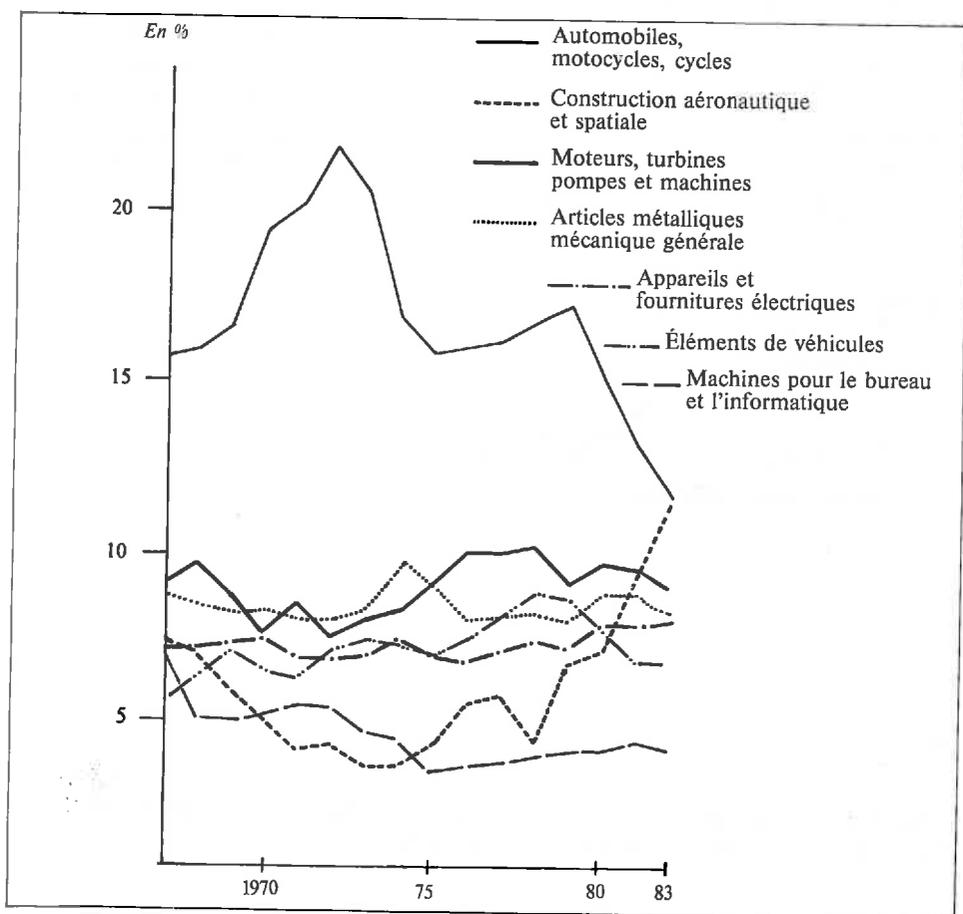
L'importance du secteur « machines mécaniques et électriques » ainsi que la variété des produits concernés appellent un commentaire plus détaillé.

La volonté d'éviter la compétition dans le secteur « machines »

Si la France et le Japon maintiennent une spécialisation assez stable dans le secteur « machines » au niveau des échanges mondiaux, un net bouleversement s'est opéré au sein de leurs échanges bilatéraux sur la période 1967-83 (graphique 2).

GRAPHIQUE 2 a

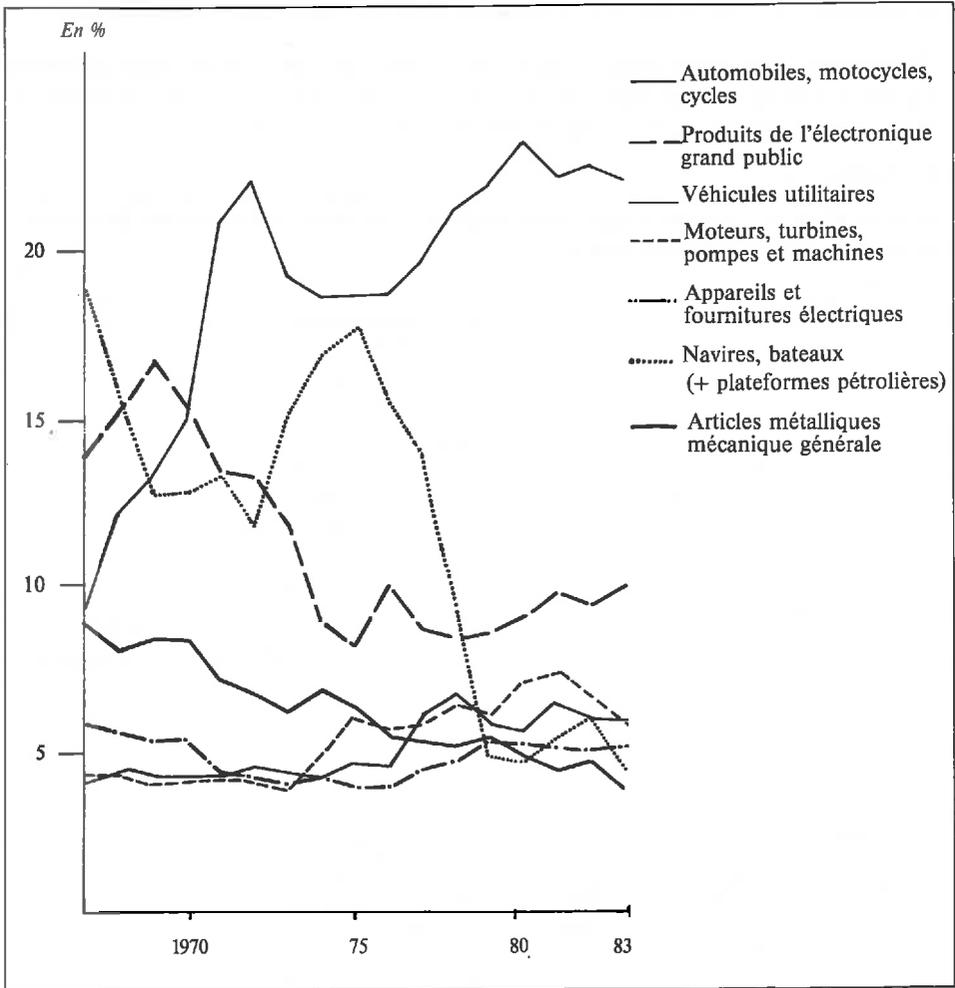
Evolution de la structure des exportations françaises des principaux produits du secteur « machines » à destination du monde



Source : CEPII - Banque de données CHELEM.

GRAPHIQUE 2 b

Evolution de la structure des exportations japonaises des principaux produits du secteur « machines » à destination du monde



Source : CEPPII - Banque de données CHELEM.

Des exportations françaises vers le Japon, seules les catégories « appareils et fournitures électriques » et « instruments de précision » gardent leur position.

La catégorie « machines pour le bureau et l'informatique » s'effondre. L'instabilité du poste « aéronautique », la progression des postes « composants électroniques » et « articles métalliques et produits de la mécanique générale » est notable.

Parmi les exportations du Japon vers la France, la part de l'« électronique grand public » devient déterminante ; celle de l'« automobile » reste presque constante.

Enfin, parmi les cinq premières catégories de produits du secteur « machines mécaniques et électriques » exportées par chacun des deux pays à destination de l'autre en 1983, une seule catégorie leur est commune : les articles métalliques. Ce phénomène peut s'expliquer par la volonté de la France et du Japon d'éviter la compétition ; ainsi il n'y a pas d'échanges bilatéraux intrabranches, comme c'est le cas entre la France et la RFA dans le secteur de l'« automobile » par exemple (tableau 5).

TABLEAU 5

Evolution de la structure des exportations bilatérales des principaux produits du secteur « machines »

Japon vers la France

En %

	1967	1976	1981	1983
Articles métalliques et produits de mécanique générale	16,1	5,5	3,7	3,7
Automobiles particulières, motocycles, cycles	15,3	24,7	14,4	16,0
Appareils d'optique, de photographie et de cinéma	11,1	13,1	13,0	12,7
Machines pour le bureau et l'informatique	9,8	7,6	5,4	9,4
Navires et bateaux	7,7	2,1	1,9	2,2
Navires et bateaux (+ plateformes pétrolières)	4,1	12,4	3,5	3,2
Produits de l'électronique grand public	3,1	11,2	20,5	16,1
Matériel de télécommunication	5,2	3,8	10,2	6,7
Total du secteur « machines »	100	100	100	100

France vers Japon

En %

	1967	1976	1981	1983
Machines pour le bureau et l'informatique	38,6	15,8	4,9	2,2
Appareils et fournitures électriques	10,7	9,7	11,6	7,9
Machines spécialisées	10,5	6,2	3,1	2,5
Machines-outils	5,1	1,7	1,3	0,6
Appareils et instruments de mesure et de précision	5,0	6,1	8,1	6,0
Composants électroniques	1,2	14,3	11,6	6,4
Appareils d'optique, de photographie et de cinéma	2,8	11,0	5,7	3,5
Navires et bateaux	0,5	0,0	0,1	5,1
Articles métalliques et produits de mécanique générale	(3,9)	7,1	7,5	5,5
Produits de la construction aéronautique et spatiale	3,5	2,1	32,5	46,8
Total du secteur « machines »	100	100	100	100

Source : CEPII, Banque de données CHELEM.

Si le déficit de la balance commerciale France-Japon décroît jusqu'en 1982, avec une légère amélioration en 1983 ³, le solde de la balance des services reste favorable à la France sur toute la période (tableau 6).

TABLEAU 6

Solde des transactions de services France/Japon

En millions de francs

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Transports maritimes	- 46	36	15	49	169	100
Autres transports	289	250	323	439	520	847
Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	96	296	241	954	422	- 10
Brevets et redevances	144	132	148	204	254	278
Voyages	220	305	303	467	534	690
Autres	222	414	227	244	610	442
TOTAL	925	1 433	1 257	2 357	2 509	2 347
Indicateur de polarisation des services (1)	0,77	0,91	0,67	0,67	0,59	0,43
Indicateur de polarisation de la balance commerciale (2)	- 0,34	0,22	- 0,45	- 0,57	- 0,71	- 0,66

(1) Rapport du solde des transactions à la demi-somme des crédits et débits.

(2) Rapport du solde des exports et imports à la demi-somme des imports et exports.

Source : Balance des paiements, Banque de France.

³ L'accroissement du déficit en niveau relatif apparaît nettement dans les variations de l'indicateur de polarisation de la balance commerciale, en bas du tableau 6.

Entre 1978 et 1983, le flux des échanges bilatéraux de services s'est accru, mais l'excédent relatif de la France a diminué, l'indicateur de polarisation des services passe de 0,77 en 1978 à 0,43 en 1983. Du côté français, le poste « brevets et redevances » est constitué en grande partie par les « cessions de marques et modèles de confection ». A l'intérieur de ce poste, la balance des ventes et brevets de technologie industrielle s'est inversée en faveur du Japon en 1981 : 20 brevets japonais achetés en France contre 14 brevets vendus par l'industrie française.

Le niveau technologique atteint par le Japon dans différents secteurs de pointe (électronique, robotique, télécommunications, biotechnologies, nouveaux matériaux) lui permet de mener une politique active d'exportations de technologies nouvelles : en 1982,⁴ celles-ci atteignent 63,3 milliards de yens, soit un excédent de 18,9 milliards de yens par rapport aux importations dans ce domaine. En 1983, les dépenses totales pour la recherche étaient estimées à 29 milliards de dollars⁵ dont 76 % étaient assurés par le secteur privé. La recherche fondamentale n'absorbait néanmoins que 13 % du budget recherche contre 20 % en France et le nombre de brevets japonais contenant des innovations technologiques majeures était très faible. L'effort français en matière de recherche fondamentale est d'ailleurs bien perçu par les industriels japonais. Ils souhaitent coopérer essentiellement dans les secteurs faisant l'objet de grands programmes d'Etat (aéronautique-aérospatiale, nucléaire...) ainsi que le montre l'« enquête sur les conflits et la coopération entre la France et le Japon ».⁶ Toutefois, le gouvernement de Nakasone, conscient de la faiblesse du Japon en recherche fondamentale, met en place un programme dans ce domaine. Ainsi, à moyen terme, la balance des services France/Japon risque de s'inverser en faveur du Japon, d'autant plus que le mouvement d'investissements directs en France s'intensifie plus rapidement que celui des investissements français au Japon. Le développement des investissements directs bilatéraux est d'ailleurs l'une des solutions à l'apaisement des conflits qui opposent les deux pays. Pour analyser l'évolution et l'ampleur des investissements bilatéraux, une mise en perspective dans le contexte européen s'impose.

De tardifs investissements manufacturiers en Europe

Le Japon s'est lancé beaucoup plus tardivement que les autres pays industrialisés dans les opérations d'investissements directs à l'étranger. Après une phase d'investissements manufacturiers dirigés vers les pays en développement (Asie, Amérique latine), depuis le premier choc pétrolier, ceux-ci se déplacent vers les pays les plus développés (Amérique du Nord, Europe). En terme d'investissements cumulés sur la période 1951-1982, l'Europe n'arrive qu'en 4^e position (11,6 %) des investissements mondiaux, derrière l'Amérique du Nord (28,7 %), l'Asie (27,4 %) et l'Amérique latine (16,7 %).⁷

⁴ 1982 année fiscale ; *Japan Economic Journal*, 17.01.1984.

⁵ Niveau américain : 83 milliards de dollars ; *Le Monde diplomatique*, février 1985 : « La relative pauvreté de la recherche fondamentale », R.P. Paringaux.

⁶ Document de travail CEPII 84-03, mars 1984.

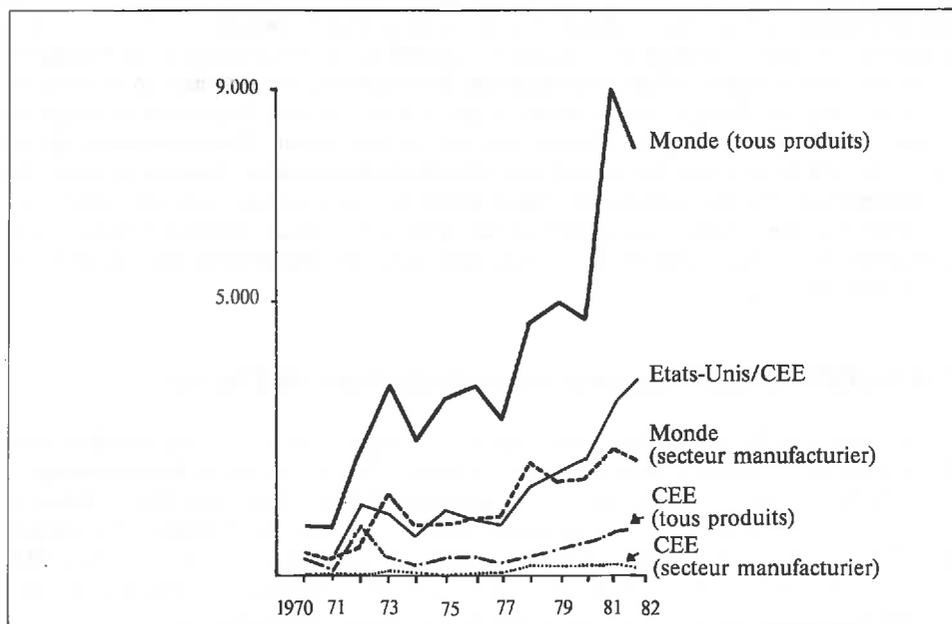
⁷ Ministère des Finances, Fiscal and monetary statistics monthly.

Le Royaume-Uni arrive en tête des pays européens (4,3% des investissements mondiaux du Japon sur la période de 1951-1982), puis viennent la RFA (1,5%), la France et les Pays-Bas (1%) et la Belgique (0,9%). La spécificité des investissements en Europe tient à la très faible part consacrée au secteur manufacturier 20%, contre 40% en Asie et en Amérique latine, et 30% aux Etats-Unis (graphique 3). Le choix prioritaire du secteur « commerce, service » pour les investissements japonais en Europe est dicté par la stratégie d'établissement de réseaux commerciaux et bancaires afin de soutenir les exportations japonaises et d'accéder au marché des eurodollars. Toutefois, ces dernières années, une forte augmentation de la part des investissements manufacturiers dans le total des investissements japonais en Europe est à noter. Ainsi en 1983, les investissements manufacturiers vers l'Europe se sont accrus de 13,0%, tandis que vers l'Amérique du Nord ils ont baissé de 7%.

GRAPHIQUE 3

Evolution des investissements directs japonais (flux annuels)

En millions de dollars



Source : Exim Bank : Kaigaitoshi Kenkyu Joho, mai 1984.

La montée des tensions protectionnistes, en réponse au déséquilibre persistant de la balance commerciale des pays de la CEE vis-à-vis du Japon, devrait accélérer les opérations d'investissements manufacturiers en Europe pendant la décennie.

En terme sectoriel, les deux secteurs vedettes de l'investissement japonais sont les machines électriques et la chimie. L'accès aux technologies étrangères du secteur « chimie » et la valorisation du capital technologique accumulé dans le secteur « machines électriques » semblent constituer les bases de cette stratégie sectorielle japonaise.

Aussi bien au niveau des investissements directs dans le secteur manufacturier que dans le secteur non manufacturier, la France n'arrive en 1984 qu'en 3^e position en nombre d'entreprises implantées, derrière la RFA et le Royaume-Uni (graphique 4).

La fin des réticences françaises

Le gouvernement français a montré de vives réticences à l'implantation d'entreprises industrielles japonaises jusqu'au début des années 1980. La progression des investissements industriels japonais au Royaume-Uni et en RFA, la montée du chômage et les possibilités de transferts de technologies ont conduit à un changement d'attitude radical des pouvoirs publics, symbolisé par l'autorisation accordée en avril 1984 à Sumitomo Rubber de racheter Dunlop, permettant de sauver 3 500 à 4 000 emplois.

Alors que le gouvernement français présentait le groupe Komatsu pour le rachat de la firme Richier (pelles hydrauliques) en dépôt de bilan, dans le même temps, Saint-Gobain demandait à des entreprises japonaises de technologies de pointe de venir s'implanter en France.

Ainsi, depuis 1981 c'est en France que les Japonais ont pris le plus d'engagements : 23 opérations contre 16 en Grande-Bretagne et 11 en RFA.⁸ Des mesures d'incitation (prêts facilités) tentent de canaliser les investissements vers les régions les plus touchées par la crise industrielle.

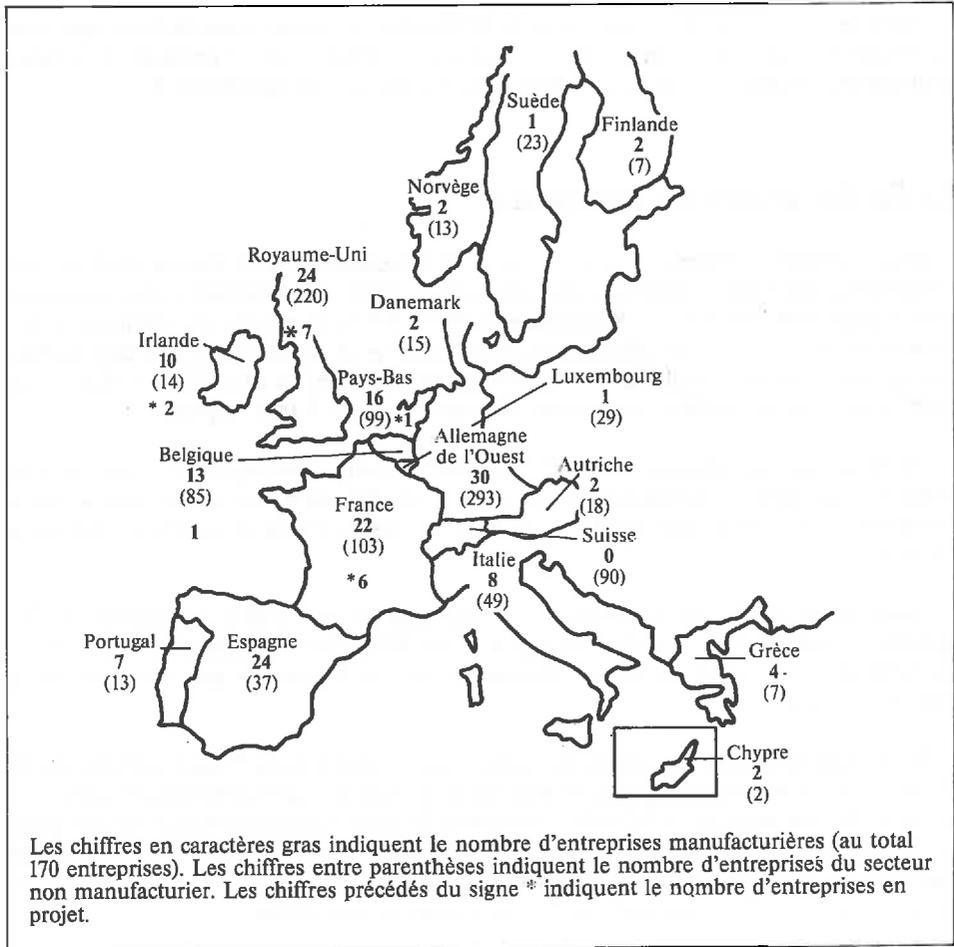
En termes sectoriels, les entreprises japonaises implantées en France privilégient la chimie, l'électronique grand public et matériel de bureau et l'agro-alimentaire (tableau 7). Début 1984, une enquête du JETRO⁹ dénombrait 23 investisseurs japonais potentiels pour la France, essentiellement dans les secteurs « mécanique de précision, machines spécialisées, agro-alimentaire et services », les projets portaient sur la fabrication de produits, leur commercialisation ou la coopération technologique.

⁸ *La Tribune de l'Economie*, 4 juin 1985, « Tokyo tergiverse toujours avec les Européens », R. Coudurier.

⁹ *Jetro*, Mars 1984, « Potential Investors from Japan ».

GRAPHIQUE 4

Nombre d'entreprises japonaises en Europe en septembre 1984



Source : « JETRO », Focus Japan, avril 1985.

TABLEAU 7

Investissements ou joint-ventures japonaises en France dans le secteur manufacturier

Domaines	Nom de l'entreprise japonaise	Nom de l'entreprise ou partenaire français	Raison sociale française	Description	Date
Stylos feutres	Pentel		Europentel SA	50 emplois, 100 % C.J.	1967
Fermetures à glissière	Yoshida KK		Yoshida SARL	300 emplois	1967
Chimie	Dainipponinki Kagaku Kogyo		Dicas Chimie SA	Polyuréthane pour cuir synthétique, 37 emplois	1972
Agro-alimentaire	Hirota		SA France HIROTA		1973
Audiovisuel	Sony		Sony France SA		1973
Produits alimentaires pour animaux	Ajinomoto	Laffarge Coppee	Eurolysine Europe SA	260 emplois, 50 % de C.J.	1976
Agro-alimentaire	Tokyu foods		Saint-Germain France SARL		1979
Produits plastiques	Dainipponinki Kagaku Kogyo	Normetex	Nordic SA	49 % de capitaux japonais	1979
Cosmétiques	Shiseido		Shiseido France SA		1980
Machines	Toyoda Koki		HES Toyoda SA		1980
Bandes magnétiques	Sony		Sony - France	400 emplois, 100 % de C.J.	1980
Chimie (encre)	Dainipponinki Kogyo Kagaku	Ripolin	Georget SA	35 % de capitaux japonais	1981
Electronique grand public	Akai Denki		Akai Electric France SA	200 emplois, 100 % de C.J.	1982
Aluminium	Tokyo Aluminium	Aluminium Alcan de France	Alcan Tokyo Europe	Production, commercialisation de poudres et pâtes d'aluminium 50 % de capitaux japonais	1982
Agro-alimentaire	Glico	Général Biscuit	Général Biscuit Glico France SA		1982
Vidéo-cassettes	Sony		Sony 2	100 % de C.J., 450 emplois	1982

Investissements ou joint-ventures japonaises en France dans le secteur manufacturier

Domaines	Nom de l'entreprise japonaise	Nom de l'entreprise ou partenaire français	Raison sociale française	Description	Date
Chimie	Toyobo	Rhône-Poulenc		JV pour la production de fibres en polyester pour bandes magnétiques	1982
Fibres de carbone	Toray	Elf Aquitaine et Péchiney	Sofcar	35 % de C.J., 180 emplois	1982
Produits audio-visuels	Unitec	Discorop	Discorop	50 % de C.J., 150 emplois	1982
Encsintes acoustiques	Pioneer	Distribution M. Sekkon	Pioneer France SA	70 % de C.J., 80 emplois	1983
Auto-radios	Clarion	M. Bessis	Clarion	51 % de C.J., 200 emplois	1983
Imprimantes	Epson				1983
Photocopieurs	Canon			100 % de C.J., 50 emplois	1983
Agro-alimentaire	Suntory			Achat vignoble Château Lagrane (1)	1983
Produits hygiéniques	Sagami Gum	Laboratoires Radiatex	Radiatex	Rachat 100 % C.J., 60 emplois	1983
Pneumatiques	Sumitomo Rubber	Dunlop France		Rachat de Dunlop, 3 500 emplois	1984
Tableaux de bords à cristaux liquides	Stanley Electric	Renault (45 %) autre partenaire		31 % de C.J., 200 emplois	1984

C.J. : capitaux japonais ; (1) : vignoble Château Lagrange, 100 % de capitaux japonais, 180 emplois.

Sources : Exim Bank : les investissements japonais dans la CEE ; rapport du ministère du Redéploiement et du Commerce extérieur : Comment relever le défi japonais ? Jean de Menton, juillet 1984.

La CEE et la France s'organisent pour investir au Japon

La CEE s'intéresse de plus en plus à la promotion des investissements au Japon malgré de nombreux obstacles : le coût d'implantation est très lourd (prix du terrain, bâtiment, publicité), les salaires et indemnités affectées au personnel nommé au Japon sont très élevés, l'embauche de travailleurs locaux compétents est difficile, le stockage est rendu nécessaire par la rigueur des délais de livraison... Afin d'aider à surmonter ces obstacles, la CEE a mis en place un comité, *Le Steering Committee*, regroupant les représentants des différentes chambres de commerce des Etats membres. Une nouvelle étape est franchie en 1983 avec la création de l'*European Business Council* chargé de coordonner les activités des chambres de commerce pour les problèmes commerciaux avec le Japon. L'EBC se pose en leader du *Steering Committee* qui analyse les rapports fournis par les différentes chambres de commerce. Ce comité est subdivisé en treize sous-comités sectoriels (automobile, équipements électriques et ménagers, services financiers, chimie et pharmacie, brevets, marques et licences, et investissements européens au Japon). La première tâche de l'EBC a été de créer un comité pour la « promotion des investissements d'affaires au Japon ». Ce comité a d'abord recensé le nombre de firmes européennes au Japon (825 pour l'Europe de l'Ouest), enquêté sur les secteurs où l'investissement se révèle difficile (problème d'approbation du gouvernement japonais) et étudie les moyens les plus efficaces pour obtenir les autorisations d'implantation.

La ventilation des investissements au Japon par pays est la suivante :

TABLEAU 8

Les investissements directs de la CEE au Japon en 1980

	Nombre de sociétés ayant investi au Japon	Investissements des pays de la CEE (en % du montant total investi)
Belgique	11	1,21
Danemark	33	2,10
France	155	13,71
Grèce	2	0,04
Hollande	66	15,19
Irlande	4	0,03
Italie	36	2,30
Luxembourg	2	0,03
Rép. Féd. Allem.	327	27,32
Royaume-Uni	189	38,07
TOTAL	825	100,00 %
Total cumulé de la capitalisation		US \$ 699 millions

Source : délégation de la Communauté économique européenne.

En ce qui concerne les montants cumulés d'investissements, les efforts du Royaume-Uni, de la RFA et de la Hollande sont notables. Le nombre de sociétés allemandes représentées est deux fois plus élevé que le nombre de sociétés françaises.

Si la France accusait un retard important par rapport aux autres investisseurs étrangers jusqu'à la deuxième moitié des années 1970, celui-ci tend à se combler. En effet, parmi les huit premiers investisseurs étrangers, son rythme d'augmentation a été le plus rapide sur la période 1977-1984 ; montant multiplié par 4,7 contre 4,1 pour les Pays-Bas, 3,6 pour la RFA, 2,8 pour le Royaume-Uni et 2,5 pour les Etats-Unis.¹⁰ Ainsi, en 1984, on dénombrait 211 entreprises françaises implantées au Japon.

L'impulsion a été donnée par de grands groupes du secteur de la chimie et de l'agro-alimentaire (Rhône-Poulenc, Roussel-Uclaf, Gervais-Danone...).

Investissements de production (tableau 9), ouverture accrue de bureaux de représentation (en particulier dans les services) sont les signes d'une prise de conscience française de l'importance du marché japonais. En effet, le Japon n'est pas seulement un marché potentiel important (110 millions d'habitants, niveau de vie élevé). C'est aussi le pays où il faut désormais s'implanter pour obtenir une information directe de la position des concurrents, suivre l'évolution de nombreuses technologies de pointe et assimiler les techniques de gestion de l'appareil productif industriel. La proximité des marchés asiatiques et de la zone Asie-Pacifique, en général, est également un facteur intéressant.

Outre le domaine industriel, la présence française s'affirme dans les secteurs des services. On peut citer l'implantation des sociétés de commerce telle la SCOA et le groupe Denis Frère et d'entreprises de consultants : SBA, PMC... L'ampleur des grands projets dans des pays tiers joue également en faveur d'opérations d'implantations conjointes franco-japonaises (Asie, Afrique...).

L'augmentation des investissements directs des deux pays est un facteur favorable à l'atténuation des conflits commerciaux dans la mesure où les investissements japonais en France sont créateurs d'emplois et générateurs de transferts de technologies, et les investissements français au Japon permettent l'accès à un marché difficile à pénétrer et l'apprentissage de mentalités de production et de commercialisation différentes. Toutefois, ce sont de puissantes motivations de gains de parts de marchés qui guident à terme les stratégies d'investissements. Le pays d'accueil doit donc rester vigilant afin que la société étrangère implantée ne prenne complètement le contrôle des maillons faibles du secteur de l'industrie locale, les risques d'étranglement du secteur entier pouvant se concrétiser à long terme. Des politiques anarchiques d'investissements ne pourraient conduire qu'à une multiplication des sources de conflits.

¹⁰ Source : Banque du Japon.

TABLEAU 9

Les investissements industriels français au Japon

Maison mère française	Raison sociale japonaise	Capital (en million de yens)	% français du capital	Partenaires japonais	Effectif	C.A. (en million de yens) 1982	Date d'établissement	Nature de l'activité
L'Air Liquide	Teisan K.K.	6 247	64	Sumitomo Bank Nippon life insurance	2 380	50 000	1 930	Production, distribution et vente de tous gaz ou mélanges gazeux industriels
Groupe Rhône-Poulenc Rhône-Poulenc	Showa Rhodia Chemicals K.K.	2 000	(50)	dont Rhône-Poulenc Agrochimie (20%) Showa Denko K.K. (50%)	100	3 500	1975	Fabrication et vente de l'herbicide Ronstar
Rhône-Poulenc-Santé	Rhône-Poulenc Yakuhin K.K.	1 000	51	Chugai Pharmaceutical CO Showa Denko K.K.	60	1 000	1978	Conditionnement et Commercialisation des produits de Rhône-Poulenc-Santé
Rhône-Poulenc*	Rhône-Poulenc Japan, Ltd	300	100		100	24 000	1967	Pivot du groupe, société de commerce
Rhône-Poulenc Textiles*	Hospital Ltd	400	50		8	300	1977	Commercialisation des produits Hospital
Rhône-Poulenc Films	Nippon Magphane K.K.	1 600	50	Toyobo CO, Ltd	60		1982	Fabrication et distribution de film polyester pour support de bandes magnétiques
Rhône-Poulenc Spécialités chimiques*	Nippon Fransil K.K.	200	50	Dai Nippon Ink & Chemicals CO	20		1983	Distribution et développement de la gamme silicones de Rhône-Poulenc
Rhône-Poulenc Spécialités chimiques	Nippon Polymides K.K.	300	50	Mitsui Petrochemical			1984	Production et distribution de polymides
Groupe Pêcheiney* Société des électrodes et réfractaires Savoie	Showa Savoie K.K.	2 600	90	Showa Denko K.K.	100		1971	Fabrication et vente de produits carbonés pour sidérurgie et métallurgie
Pêcheiney	Pêcheiney Japon K.K.	300	100		83	33 000	1973	Société de Commerce
BSN-Gervais Danone	Ajinomoto-Danone K.K.	2 000	50	Ajinomoto CO	120	4 000	1980	Production et commercialisation des produits frais sous marque Danone

TABLEAU 9 (suite)

Les investissements industriels français au Japon

Maison mère française	Raison sociale japonaise	Capital (en million de yens)	% français du capital	Partenaires japonais	Effectif	C.A. (en million de yens) 1982	Date d'établissement	Nature de l'activité
Groupe Roussel-Uclaf	Nippon Roussel K.K.	275	80	Chugai Pharmaceutical CO	118	7 416	1959	Mise en forme pharmaceutique, conditionnement, commercialisation
	Roussel-Uclaf*	1 250	100		169	20 349	1973	Promotion et distribution de produits Roussel
	Roussel-Uclaf*	40	100		16	5 793	1963	Commercialisation de produits à usage thérapeutique et de produits agro-vétérinaires
Groupe L'Oréal	Lorekos K.K.	350	50	Kobayashi Kose CO Ltd	4		1976	Fabrication (sous-traitance) et vente de produits capillaires
	L'Oréal*	425	100		280		1978	Fabrication (sous-traitance) et vente de produits cosmétiques dont marque Lancôme
L'Oréal*	CosmeFrance CO Ltd	50	50	Kobayashi Kose CO Ltd	6		1969	Fabrication (sous-traitance) et vente de produits capillaires
L'Oréal	Helena Rubinstein K.K.	200	100		650		date acquisition : 1983	Fabrication, vente et distribution des produits Helena Rubinstein
Lainière de Picardie	Asahi Picardie CO Ltd	300	20	Asahi Kasei (70%) Sokto Seiren (10%)	28	1 800	1975	Fabrication et vente de feutrine thermocollante
Société métallurgique de nickel	Nippon Nickel CO Ltd	250	34	Nippon Mining CO (24%) Nippon Yakin Ind (26%) Pacific Metal CO (16%)	25		1967	Fabrication et vente d'oxyde de nickel

TABEAU 9 (suite)

Les investissements industriels français au Japon

Maison mère française	Raison sociale japonaise	Capital (en million de yens)	% français du capital	Partenaires japonais	Effectif	C.A. (en million de yens) 1982	Date d'établissement	Nature de l'activité
Etablissements André Gillier (Lacoste)	Sanseji K.K.	100	50	Sankyo Seiko	230	5 000	1973	Fabrication et vente de chemises, blousons, vêtements et vêtements de tennis sous marque Lacoste
Bic	Kosaido Bic CO Ltd	100	49	Kosaido Group	80	prév. 83 : 2 000	1980	Fabrication et vente des stylos à bille Bic
Spirotechnique	Nihon-Aqualung K.K.	90	55	Teison (25%) Kawasaki (20%)	30	1 250	1961	Fabrication et assemblage de petits matériels pour équipements de plongée
Legris	Nippon Legris K.K.	60	(75)	dont Atochimie (25%) Toa Gosei Chemical Ind. (25%)	27	400	1973	Fabrication et vente de joints et de soupapes à boulet
Lucien Ferraz et Cie	Nihon Ferraz K.K.	50	51	Famille Hira Hara (40%) Nihon Olivier K.K. (9%)	20		1982	Fabrication et vente de composants électroniques
Eis Pompes Guinard	Marushichi Iron Works CO Ltd	26	25	Marushichi Iron Works CO Ltd	180	2 400	1981	Fabrication et vente de pompes
Fractel	Tirfor K.K.	50	25	Katsuyama Kikai K.K. (50%) Promindus Industrie (Suisse) (25)	30		1965	Fabrication et vente d'appareils de traction et de levage
Essilor	Essel-Hoya K.K.	100	50	Hoya Lens	24	761	1972	Surfaçage de verres progressifs « VariLux » bruts

() : % français du capital, mais non entièrement détenu par la maison-mère. La part de capital de l'autre investisseur français est indiqué ci-contre.

* : sociétés de commercialisation. Ne correspond pas à une implantation industrielle. Est indiquée à titre d'information. Enquête réalisée par la Chambre de commerce et d'industrie française du Japon.

Source : « Comment relever le défi japonais », Jean de Menton, ministère du Redéploiement industriel.

Conclusion

Au lendemain de la réunion du Comité de coopération industrielle franco-japonaise, un certain optimisme règne dans les rangs français : des projets communs de plus en plus nombreux voient le jour, la coopération scientifique se développe. Toutefois, au niveau de la balance commerciale bilatérale, le déficit reste chronique du côté français et après une légère amélioration du solde en 1983, l'année 1984 s'est révélée moins favorable. Ainsi, élever la compétitivité des produits japonais dans les secteurs où leur avance technologique n'est pas décisive, trouver les créneaux où les industriels japonais sont encore absents, forcer les verrous de protection du marché nippon, tels sont les trois défis à relever pour que la France redresse sa balance commerciale avec le Japon.

Le vrai tournant des échanges France-Japon se situe en fait au niveau des investissements. D'une part, la France s'est ouverte aux investissements japonais depuis 1981 et d'autre part, les industriels français ont maintenant la volonté d'investir au Japon. Actuellement, 40 % des investissements français sont situés dans la « chimie ». Ainsi, une diversification des secteurs d'investissements devrait apparaître à condition que le gouvernement japonais mette en place des conditions d'implantation plus favorables.